

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 03/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOLVALOR

LA HAYE DE PAN
35170 Bruz

Références : UDRD.2026.03.T.139
Code AIOT : 0005802920

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2026 dans l'établissement SOLVALOR implanté 16, chemin du halage BP 207 76300 Sotteville-lès-Rouen. L'inspection a été annoncée le 30/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est rendue de nouveau le lundi 30/03/2026 sur le site SOLVALOR en début d'après-midi suite à la persistance des signalements d'odeurs et à la réception d'une dizaine de nouvelles plaintes relayées par ATMO Normandie pour des nuisances olfactives ressenties par des riverains des communes d'Amfreville-la-Mivoie et du Mesnil-Esnard (11 plaintes émises entre 7h et 14h, 22 plaintes en tout sur la journée).

Avant d'arriver sur site, les inspecteurs ont réalisé une prospection aux alentours de 14h sur les lieux des signalements émis le 30/3 et ont pu constater des odeurs de type "fumier/poisson/ammoniac" depuis la rue François Mitterrand à Amfreville-la-Mivoie (secteur mairie, au droit du 126 de la rue, entre 300 et 700 mètres environ au sud du rond point).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLVALOR
- 16, chemin du halage BP 207 76300 Sotteville-lès-Rouen
- Code AIOT : 0005802920
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOLVALOR SEINE est autorisée par arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 à exploiter une plate-forme fluviale de transit et valorisation de terres, déblais de chantier et déchets du BTP inertes et non inertes sur les communes de Sotteville-lès-Rouen et Amfreville-la-Mi-Voie. Elle est également autorisée à traiter des sédiments non inertes non dangereux issus du dragage de la Seine dans ses installations. Par un courrier préfectoral du 8/12/2025, SOLVALOR est autorisée à exercer des activités de traitement de déchets de plâtre.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Odeur

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 3.1.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 jour
2	déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 2.7.1	Demande d'action corrective	7 jours
3	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 1.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	7 jours
4	Voies de circulation	Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 3.1.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la présente visite, il ne fait désormais plus aucun doute sur l'origine des odeurs perceptibles depuis plusieurs jours de l'autre côté de la rive à Amfreville-la-Mi-Voie.

Les odeurs ressenties par les services de la DREAL le 30 mars en début d'après-midi sur Amfreville-la-Mi-Voie étaient comparables à celles perçues le jour même sur le site industriel (note odorante *isobutylamine* du Langage des Nez évoquant des odeurs de poisson/ammoniac), le vent étant en provenance du Nord-Ouest. Ces odeurs sont dues à la présence d'un stock de matériaux très odorants, entreposés temporairement sur une plateforme à l'extérieur après un dysfonctionnement du procédé de traitement des terres polluées. La présence de ces matériaux depuis plusieurs jours corrobore les signalements reçus.

La DREAL demande à l'exploitant l'évacuation des matériaux odorants vers une filière de traitement adaptée et autorisée et le nettoyage de ladite zone au plus tard ce 31 mars en fin de journée et un rapport d'incident sous 7 jours. Concernant les activités de traitement des déchets de plâtre,

l'inspection interdit l'admission de déchets de plâtre tant que les conditions de fonctionnement présentées dans le dossier de porter à connaissance PAC du 27/01/25 ne sont pas réunies. Les stockages actuels réalisés en extérieur doivent être gérés pour les mettre sous abris sous 7 jours. Enfin, concernant la tenue générale du site, il est demandé à l'exploitant de procéder au nettoyage et à l'entretien des voies de circulation qui laissent à désirer.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, odeurs
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobie au sein des déchets stockés et dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert.
Constats : Lors de la visite du 30/3, en arrivant sur le site, le responsable d'exploitation a indiqué aux inspecteurs qu'un dysfonctionnement était intervenu depuis 15 jours environ sur le filtre-pressé qui intervient en fin de procédé de traitement des terres polluées. De ce fait, les fines issues du procédé de traitement étaient gorgées d'eau, et ont été entreposées sur une plate-forme à l'extérieur depuis plusieurs jours dans l'attente de leur traitement dans le process une fois le filtre-pressé réparé. La zone d'entreposage est la zone dite "SEA" entourée de muret en mégablocs béton et positionnée à l'est du site côté Seine. L'exploitant a indiqué avoir démarré l'introduction de ces matériaux odorants dans le process de lavage le lundi 30/3 dès 5h, le filtre-pressé ayant fait l'objet d'une maintenance le vendredi 27/3. Nous nous sommes rendus au niveau de cette zone où l'équipe d'inspection a constaté la présence de boues stockées sur une aire entourée de murs bétons, boues très odorantes évoquant des odeurs de poisson pourri, ammoniac (isobutylamine), irritant parfois le nez, odeurs comparables à celles ressenties en début d'après midi rive droite sur la commune d'Amfreville-la-Mi-Voie. D'après l'exploitant, 120t étaient entreposées à cet endroit. A cette occasion, un prélèvement de cette "boue" a été réalisé par l'inspection pour caractérisation chimique et olfactive en lien avec Atmo Normandie. Ce stockage particulièrement odorant est d'ailleurs localisé à proximité de la zone d'eau stagnante contenant des fines de plâtre qui avait appelé l'attention de l'inspection le 27/3. Cette zone d'eau croupie a d'ailleurs fait l'objet d'un nettoyage comme les inspecteurs l'avaient demandé à l'issue de l'inspection du 27/3. Le stockage incriminé n'avait pas été vu lors de la précédente visite par les inspecteurs car : - l'accès à la zone "SEA" était gênée par une circulation particulièrement soutenue d'engins et de camions le vendredi 27/3 ;

<ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant avait invoqué un risque notamment pour cheminer en sécurité vers les bassins situés dans le même secteur, qui ont été contrôlés par les inspecteurs, en proposant de traverser l'usine qui était en maintenance plutôt que de passer devant la zone "SEA"; - l'exploitant avait indiqué que la zone était en cours de préparation pour accueillir l'activité plâtre (hangar et casiers). <p>Notons que l'équipe SOLVALOR rencontrée le 27/3 avait omis de signaler la présence de ces matériaux très odorants aux inspecteurs alors qu'ils ne pouvaient pas manquer d'établir le lien plus que probable entre la présence de ce stock très odorant et les signalements d'odeurs relayés depuis plusieurs jours.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant <u>d'ici le 31/03/2026 au soir</u> de curer et de nettoyer toute la zone (120t de boues selon les estimations de l'exploitant) et de justifier de leur bonne évacuation vers une filière de traitement adaptée et dûment autorisée. La demande a été formalisée par courriel le 30 mars en fin de journée sans attendre la diffusion du présent rapport.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 jour</p>

N° 2 : déclaration et rapport

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 2.71</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, incident</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme, ainsi que le descriptif des contrôles et modifications d'équipements réalisés suite à l'incident ou l'accident.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir rencontré un dysfonctionnement au niveau du filtre-pressé sur son procédé de traitement des terres polluées depuis 15 jours environ, selon ses déclarations, ayant eu pour conséquence de ne pas traiter complètement les matériaux issus de son procédé. Ainsi, des fines gorgées d'eau ont été récupérées en fin de process et entreposées temporairement sur une aire de stockage en extérieur. Selon les déclarations de l'exploitant, 120t étaient entreposées au droit de la zone "SEA" dans l'attente d'un nouveau passage dans le process, une fois le filtre-pressé</p>

<p>réparé.</p> <p>Cet incident survenu du fait d'un dysfonctionnement de son installation est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement en tant qu'il présente des inconvénients pour la commodité du voisinage, la salubrité publique et pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant formalisera un rapport d'incident qui précisera notamment les circonstances et les causes, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est à déposer sous 1 semaine au lien suivant : https://demarches.service-public.gouv.fr/pro_mademarche/DeclarationIncidentAccident/demarche?execution=e1s1.</p> <p>Le rapport précisera quels lots de terre étaient en cours de traitement au moment où ces fines odorantes ont été générées, en fournissant les documents d'acceptation préalable de ce type de déchet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 7 jours</p>

N° 3 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 1.3</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, conformité au dossier de porter à connaissance "PAC- Plâtre"</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté la présence de plusieurs stockages de plâtre sur une aire extérieure : déchets de plâtres bruts (2323t), plâtre dit "intermédiaire" (200t) après criblage et tri, et déchets issus du traitement du plâtre (contenant du papier, polystyrène, plastiques, etc.). Le site stocke également du plâtre dit "intermédiaire" (200t) et du plâtre fin (produit fini - 90t) à l'abri dans un bâtiment dénommé "Géodis". Les tonnages indiqués sont issus d'une déclaration de SOLVALOR dans un mail du 30/3 (10h08).</p> <p>Si cette activité a bien fait l'objet d'un dossier de porter à connaissance et d'une lettre préfectorale d'acte en date du 8/12/2025, l'exploitation telle qu'actuellement réalisée n'est pas conforme au dossier et aux conditions de l'autorisation accordée.</p> <p>En effet, l'activité de traitement de déchets de plâtre devait notamment être réalisée dans une zone de 2000 m², comprenant un bâtiment de 1150 m² pour le process et de deux zones couvertes pour le stockage des produits et des matières premières entrantes afin de prévenir les émissions de poussières et le risque de lessivage des déchets de plâtre par les eaux pluviales susceptibles de générer de l'H₂S, odorant, en milieu anaérobie.</p>

<p>De plus, l'exploitant a indiqué que des essais sont toujours en cours pour valider les spécifications du produit recyclé et les conditions de réemploi avec ses clients.</p> <p>L'exploitant a indiqué vouloir installer très prochainement une tente, déjà commandée, de 400 m² et de 4 m de hauteur (1600 m³) pour couvrir les tas de déchets de plâtre présents à l'extérieur. Il a pu être constaté lors de la visite du 30/3 la réalisation de tranchées destinées à accueillir les fondations de la tente (20m*20m). Selon nos observations (dimension du tas estimé: 37m*25m*6m =5 550 m³), il semble que le dispositif envisagé n'apparaît pas suffisamment dimensionné pour mettre à l'abri des intempéries les déchets de plâtre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En l'absence d'exutoire confirmé, il est demandé à SOLVALOR dès à présent de ne plus accepter en admission aucun déchet de plâtre jusqu'à ce que les conditions de fonctionnement présentées dans le dossier de PAC soient respectées.</p> <p>Concernant le plâtre actuellement présent, il est demandé à SOLVALOR de mettre en œuvre sa tente, comme mesure palliative au bâtiment prévu dans son dossier de PAC du 27/01/25 ainsi que d'envisager d'autres solutions complémentaires pour mettre à l'abri l'intégralité des matériaux de plâtre (transfert sous bâtiment Géodis, évacuation vers un exutoire extérieur dédié, etc.) pour respecter les modalités d'exploitation telles que présentées dans le dossier de PAC sous 7 jours.</p> <p>Enfin, les déchets issus du traitement du plâtre contenant du papier, polystyrène, plastiques, etc. doivent être évacués dans une filière adaptée et dûment autorisée (casier plâtre d'une ISDND ou incinération). l'exploitant transmettra les justificatifs de cette bonne élimination sous 7 jours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 7 jours</p>

N° 4 : Voies de circulation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 3.1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Propreté et entretien des voies de circulation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
<p>Constats :</p> <p>Concernant la tenue générale du site, il a été constaté qu'il était parfois difficile d'accéder à certaines zones du site tant les voies étaient chargées de boues voire affaissées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit procéder plus régulièrement au nettoyage et à l'entretien des voies de circulation.</p>

A cet effet, il formalisera un programme d'entretien (curage des voies, nettoyage, pompage des eaux stagnantes, évacuation des déchets de balayures stockés en tas à l'angle nord-est du bâtiment "Géodis", délimitation franche des tas de terre par exemple dans des box, etc.) et de maintenance (reprise des routes et chemins affaissés, création d'écoulements des eaux pour éviter la présence d'une couche de 5 à 10 cm de boue liquide par endroits, comme c'est le cas actuellement). Il adressera une photographie notamment des zones "SEA", "plâtre", voie affaissée qui longe Géodis à l'ouest sous 7 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 7 jours